

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 LILLE

LILLE, le 09/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/02/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NICOLLIN SAS (quesnoy sur deule)

37/39
rue Carnot
69190 Saint-Fons

Références : Inspection du 06/02/2023
Code AIOT : 0007005023

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/02/2023 dans l'établissement NICOLLIN SAS (quesnoy sur deule) implanté parcelle 695 section C 59890 Quesnoy-sur-Deûle. L'inspection a été annoncée le 23/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan des visites d'inspections de la DREAL Hauts-de-France au titre de l'année 2023.

Cette visite a été annoncée à l'exploitant par courriel en date du 23 Janvier 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NICOLLIN SAS (quesnoy sur deule)
- parcelle 695 section C 59890 Quesnoy-sur-Deûle
- Code AIOT : 0007005023
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Nicollin SAS, implantée à Saint Fons, a repris depuis le 1er janvier 2022, l'exploitation de 6 déchetteries de la MEL (Halluin, Quesnoy sur Deûle, Tourcoing, la Madeleine, Mons en Baroeul et

ROUBAIX). Elle exerce une activité de collecte, de transit et de tri de déchets non dangereux sur son site de Quesnoy sur Deûle situé rue de Lille

Les déchetteries sont des centres d'apport volontaire qui permettent aux particuliers, commerçants, artisans, des services municipaux des communes de la MEL,... de déposer les déchets trop volumineux ou non acceptés par la collecte traditionnelle (batteries, piles, solvants, déchets d'équipements électriques et électroniques, déchets fermentescibles, ...).

Les déchets recyclables sont transportés vers des centres de tri tandis que les déchets non recyclables sont expédiés selon leur nature soit vers un centre de valorisation énergétique ou organique, soit vers un centre d'enfouissement spécialisé.

Les déchets acceptés sur le site sont classés en quatre catégories :

- les déchets ménagers et assimilés non spéciaux ;
- les déchets ménagers spéciaux (DMS);
- les autres résidus urbains (déchets non spéciaux des services techniques municipaux) ;
- les déchets d'activités de soins à risques infectieux des particuliers en auto-traitement.

L'activité du site est réglementée par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter une déchetterie du 15 avril 1999.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- La gestion et le traitement des déchets
- Les moyens de secours contre l'incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Conditions générales	Arrêté Préfectoral du 15/04/1999, article 1	/	Sans objet
2	Déchets résultants d'un déversement accidentel	Arrêté Préfectoral du 15/04/1999, article 7.1	/	Sans objet
3	Brûlage	Arrêté Préfectoral du 15/04/1999, article 7.2	/	Sans objet
4	Traitements particuliers	Arrêté Préfectoral du 15/04/1999, article 7.3	/	Sans objet
5	Evacuation des matériaux, encombrants ou produits	Arrêté Préfectoral du 15/04/1999, article 7.4	/	Sans objet
6	Obligation de tri et de valorisation	Arrêté Préfectoral du 15/04/1999, article 7.7	/	Sans objet
7	Elimination	Arrêté Préfectoral du 15/04/1999, article 7.8	/	Sans objet
8	Dispositions relatives aux déchets d'amiante – ciment	Arrêté Préfectoral du 15/04/1999, article 7.11	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Alimentation électrique de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 15/04/1999, article 4.1.3	/	Sans objet
10	Permis de feu	Arrêté Préfectoral du 15/04/1999, article 4.1.4	/	Sans objet
11	Arrêt d'urgence	Arrêté Préfectoral du 15/04/1999, article 4.1.5	/	Sans objet
12	Localisation des risques	Arrêté Préfectoral du 15/04/1999, article 4.1.8	/	Sans objet
13	Consignes de sécurité	Arrêté Préfectoral du 15/04/1999 article 4.1.10	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'ensemble des prescriptions techniques examinées sont respectées. L'inspection n'a pas constatée de non-conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conditions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/1999, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion et traitement des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est autorisée pour une capacité totale de 12 283 tonnes par an répartie de la façon suivante: - déchets ménagers non spéciaux : 10 900 tonnes/an, - déchets non spéciaux des professionnels : 101 tonnes/an, - déchets de cantonnage non spéciaux : 1 260 tonnes/an, - déchets ménagers spéciaux : 17 tonnes/an, - déchets spéciaux de cantonnage : 5 tonnes /an. La capacité maximale du volume de déchets stockés en permanence, à l'exclusion des déchets ménagers spéciaux stockés en local fermé, est de l'ordre de 200 m³.
Constats : En 2022, le tonnage total des déchets acceptés sur le site se monte à 9 000 tonnes. Le site ne stocke pas de déchet en permanence.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Déchets résultants d'un déversement accidentel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/1999, article 7.1
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion et traitement des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les déchets résultants d'un déversement accidentel doivent être éliminés dans des installations autorisées sauf pour les effluents (eaux usées, eaux pluviales) respectant les conditions des valeurs limites imposées. L'exploitant doit être en mesure d'en justifier l'élimination. Les documents justificatifs doivent être annexés au registre.
Constats : - Lorsque les déversements sont localisés et en petite quantité, l'exploitant utilise un absorbant (Terre diatomée calcinée 5/10) qui de par ses caractéristiques, restitue un revêtement sec et non glissant après usage. - Lorsque le déversement accidentel concerne des quantités plus importantes, le flux est déversé dans les réseaux. L'exploitant fait ensuite appel à la société Sotrenor, basée à Courrières et spécialisée dans le recyclage et la valorisation des déchets, pour nettoyer le réseau et évacuer les effluents pollués.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Brûlage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/1999, article 7.2
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion et traitement des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le brûlage à l'air libre des déchets est interdit.
Constats : L'exploitant ne procède pas au brûlage des déchets à l'air libre sur son site. Aucune marque n'a été constatée lors de l'inspection du 06/02/2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Traitements particuliers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/1999, article 7.3
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion et traitement des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Il est interdit de procéder dans l'installation à toute opération de traitement des déchets, sauf broyage des déchets d'élagage. Tout transvasement, déconditionnement, reconditionnement, prétraitement ou traitement de déchets ménagers spéciaux est interdit dans l'enceinte de la déchetterie, à l'exclusion du transvasement des huiles. Tout emballage qui fuit sera placé dans un récipient ou un autre emballage approprié. Si la récupération des chlorofluorocarbures contenus dans les réfrigérateurs apportés est pratiquée, elle doit être effectuée dans des conditions garantissant l'absence de rejet de ces produits dans l'atmosphère.
Constats : A part le transvasement des huiles, l'exploitant ne pratique pas de transvasement, déconditionnement, reconditionnement, prétraitement ou traitement de déchets ménagers spéciaux dans l'enceinte de la déchetterie. L'exploitant ne pratique pas la récupération des chlorofluorocarbures contenus dans les réfrigérateurs apportés. Les réfrigérateurs apportés sont stockés sur le site puis évacués par la société Envie 2E spécialisée dans le recyclage d'appareils électroménagers.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Evacuation des matériaux, encombrants ou produits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/1999, article 7.4
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion et traitement des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Un contrôle de l'état et du degré de remplissage des différents casiers, bennes et conteneurs est réalisé périodiquement par l'exploitant. Les déchets doivent être périodiquement évacués vers les installations de valorisation, de traitement ou de stockage adaptées et autorisées à les recevoir. En particulier, les déchets de jardin doivent être évacués au moins chaque semaine (les grosses tailles et élagages peuvent toutefois, s'ils sont séparés, être stockés plus longtemps s'ils ne donnent pas lieu à des nuisances olfactives) et, si les papiers, cartons et textiles ne sont pas stockés à l'abri de la pluie, ces produits doivent être évacués au moins une fois par mois. Les déchets ménagers spéciaux sont évacués au plus tard tous les trois mois. Les médicaments inutilisés doivent être traités conformément à l'article L.596-2 du code de la santé publique. Les documents de cette élimination doivent être annexés au registre.</p>
<p>Constats : Un contrôle quotidien de l'état et du degré de remplissage des différents casiers, bennes et conteneurs est effectué par les salariés. Concernant l'évacuation des déchets : - les déchets de jardin sont évacués tous les jours, - les déchets d'amiante sont évacués chaque semaine, - les papiers et cartons sont stockés à l'abri des intempéries dans une borne qui déclenche un signal pour l'enlèvement dès qu'elle est remplie, - les textiles sont stockés dans une borne spécifique et évacués une fois par semaine, - les déchets ménagers spéciaux sont évacués tous les jours. Chaque opération d'enlèvement de déchets figure dans le registre de sortie des déchets.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Obligation de tri et de valorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/1999, article 7.7
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion et traitement des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant organise le tri de la totalité des déchets acceptés sur le site en vue d'en valoriser (recycler) le maximum dans la limite technique et économique du moment.</p>
<p>Constats : La valorisation des déchets se fait en centre de traitement. Le site permet le tri de la totalité des déchets par les usagers. Ce tri est facilité par la pose de pictogrammes appropriés sur chaque benne de déchet et le bon déroulement de ce tri est surveillé par un agent présent en permanence sur site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Elimination

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/1999, article 7.8
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion et traitement des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les déchets ne peuvent être éliminés ou recyclés que dans des installations classées autorisées ou déclarées à cet effet. Il appartient à l'exploitant de s'en assurer et d'apporter la preuve d'une élimination correcte et acceptée. Les déchets d'emballage des produits seront valorisés ou recyclés dans les filières agréées, conformément à la réglementation en vigueur. L'exploitant organise le tri et la collecte de ces déchets à l'intérieur de l'installation de manière à favoriser la valorisation ou le recyclage. Tout stockage définitif de déchets à l'intérieur de l'établissement est interdit.
Constats : Concernant l'élimination, celle-ci est réalisée par des installations classées autorisées à cet effet : <ul style="list-style-type: none">- Les déchets verts sont évacués chez la société Seveo,- les piles usagées sont évacuées par la société Corepile- les DASRI sont emmenés et éliminés par l'éco-organisme Cosmolys basé à Avelin,- les huiles usagées (huiles de friture) sont emmenées et éliminées par la société Gecco à Vendeville et les huiles minérales (huiles de véhicules) par la société Eco Huile à Lillebonne,- les déchets de carton sont emmenés par la société Nicollin et éliminés par la société Paprec,- les déchets de papier sont emmenés par la société Nicollin et éliminés par la société Minéris basée à Wambrechies,- les déchets textiles sont emmenés et éliminés par la société coopérative et participative Le Relais,- les solvants sont emmenés et éliminés par la société Baudalet,- les pneumatiques sont emmenés et éliminés par la société Aliapur,- les déchets de ferailles et de batteries sont emmenés par la société Nicollin et éliminés par la société Galloo.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Dispositions relatives aux déchets d'amiante – ciment

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/1999, article 7.11
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion et traitement des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes les dispositions seront prises pour que les déchets de matériaux acceptés soient conditionnés en vue d'être palettisés (produits de couverture, produits plans), mis en racks (tuyaux gaines) en vue de leur élimination finale. Les éléments en vrac (à l'exclusion des débris et des poussières) seront déposés dans des bennes recevant uniquement des déchets amiante-ciment liée. Ces déchets devront être conditionnés de façon à pouvoir être immédiatement identifiés lors de l'arrivée sur l'installation de stockage. On utilisera un grand récipient pour vrac transparent, s'adaptant à la forme de la benne ou tout autre moyen équivalent.</p> <p>Les autres déchets d'amiante issus du nettoyage doivent être conditionnés comme des déchets issus des opérations de flocage, en double sac étanche. Ils sont éliminés comme des déchets industriels spéciaux dans des installations de traitement prévues à cet effet.</p> <p>Durée de stockage : Les déchets seront évacués chaque semaine dans des installations autorisées à cet effet. Les bennes seront dépoussiérées avant tout nouveau dépôt.</p> <p>Suivi : Une procédure de suivi des déchets entrants et sortants sera mis en place afin d'assurer la traçabilité du déchet conformément aux dispositions de l'article "registre d'entrée et de sortie" du présent arrêté. Tout transport des bennes à destinations des lieux de stockage doit être accompagné d'un bordereau de suivi des déchets conforme aux dispositions en vigueur.</p>
<p>Constats : Les déchets d'amiante issus sont conditionnés comme des déchets issus des opérations de flocage, en double sac étanche.</p> <p>Concernant la durée de stockage, tous les déchets sont évacués hebdomadairement par la société Suez RV Lille basée à Haubourdin.</p> <p>Concernant le suivi, une procédure est mise en place par l'exploitant afin d'assurer la traçabilité du déchet et tout transport des bennes à destination des lieux de stockage est accompagné d'un bordereau de suivi des déchets conforme aux dispositions en vigueur.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Alimentation électrique de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/1999, article 4.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de secours contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations électriques seront réalisées conformément à la réglementation en vigueur et vérifiées périodiquement par un organisme agréé ou un technicien compétent. Ces vérifications seront consignées sur le registre de sécurité. Vérification périodique des installations électriques : Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications sont fixés par l'arrêté du 20 décembre 1988 relatif à la réglementation du travail. Matériel électrique de sécurité : Dans la zone de stockage des déchets ménagers spéciaux, les installations électriques doivent être réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation ; elles doivent être entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives. Cependant, dans les parties de cette zone où les atmosphères explosives peuvent apparaître de manière épisodique avec une faible fréquence et une courte durée, les installations électriques peuvent être constituées de matériel électrique de bonne qualité industrielle qui, en service normal, n'engendrent ni arc, ni surface chaude susceptible de provoquer une explosion.
Constats : Concernant l'alimentation électrique de l'établissement, les installations électriques ont été contrôlées par la société SOCOTEC le 07/04/2022. Aucune non conformité n'a été relevée. Dans la zone de stockage des déchets ménagers spéciaux, les installations électriques sont constituées par du matériel électrique anti déflagration.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Permis de feu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/1999, article 4.1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de secours contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tous les travaux d'aménagement ou de réparation, sortant du domaine de l'entretien courant, notamment ceux utilisant des flammes nues, ne doivent être effectués dans les zones susceptibles de présenter des risques d'incendie qu'en respectant la procédure de permis de feu. Le permis de feu est signé par le chef d'établissement ou la personne que ce dernier a nommé désignée. Ces travaux ne peuvent s'effectuer qu'en respectant les règles d'une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant et jointe au permis de feu. Lorsque les travaux ont lieu dans une zone présentant des risques importants, celle-ci doit être sans activité et avoir été débarrassée de toutes poussières et de tous produits inflammables. Des visites de contrôle doivent être effectuées après toute intervention.
Constats : Des permis de feu sont utilisés pour tous les travaux par point chaud. La délivrance de ceux-ci fait l'objet d'une procédure interne. Celle-ci est présente dans le classeur de suivi du site dans le bureau d'accueil du gardien. Aucun travaux par point chaud n'a été réalisé en 2022, néanmoins l'exemplaire de permis présenté par l'exploitant est conforme aux prescriptions.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Arrêt d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/1999, article 4.1.5
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de secours contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les dispositifs d'arrêt d'urgence des alimentations en énergie (électricité-gaz, liquides inflammables) devront être repérés, identifiés clairement, accessibles en toute circonstance.
Constats : Les dispositifs d'arrêt d'urgence des alimentations en énergie (électricité-gaz, liquides inflammables) sont au nombre de deux. Ils sont repérés, identifiés clairement, accessibles en toute circonstance. Ces dispositifs sont installés au niveau des presses des compacteurs. Le contrôle périodique des dispositifs d'arrêt d'urgence est réalisé trimestriellement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/1999, article 4.1.8
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de secours contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant recense sous sa responsabilité les parties de l'exploitation qui en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières stockées sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation. L'exploitant détermine pour chacune des parties de l'installation la nature du risque (incendie, émanations explosives ou toxiques). Ce risque est signalé.
Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant ne disposait pas de plan de localisation. Il a transmis ce plan ultérieurement à l'inspection par mail dans la semaine suivant la visite. Ce plan recense la nature du risque pour chaque partie de l'exploitation. Ce plan est annexé au Plan d'Intervention Interne.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/1999 article 4.1.10
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de secours contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer : <ul style="list-style-type: none">- les précautions à prendre dans la manipulation des déchets industriels spéciaux;- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient contenant des substances dangereuses;- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie;- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.
Constats : Concernant les consignes de sécurité, celles-ci sont affichées dans le local des employés et dans le local DDS. Le classeur présent dans le bureau d'accueil reprend toutes ces consignes de manière détaillée à travers les « fiches réflexes – situations d'urgence » en matière d'incendie et de pollution. Les consignes à adopter en cas d'incendie sont détaillées avec notamment le type d'extincteur à utiliser suivant le feu à combattre. Les mesures d'urgence à prendre en cas de déversement accidentel sont également détaillées, notamment en cas de déversement d'hydrocarbure, d'huiles et autres produits chimiques dangereux.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet